



TOTAL UES Amont



Contact

Syndicat des retraités,
préretraités, veuves et
invalides
Elf et Total
Fédération Mines - Energie



Européennes : une élection qui ne change rien

Les élections européennes viennent de livrer leur verdict dans les différents pays de l'UE. En France le nouveau Front National arrive en tête devant la liste parrainée par Macron. Le Président perd son défi même si le parti du président se réjouit de la seconde place. En fait les médias et presque toute la presse, pour l'essentiel dans les mains du pouvoir, n'ont cessé de résumer l'élection à un nouvel affrontement entre Le Pen et Macron.

La droite de Wauquiez a été balayé en perdant ses électeurs qui ont pour beaucoup rejoint Macron et d'autres le RN. Les verts 13,5% récupèrent une partie des électeurs de Macron en 2017 avec une position ni-droite ni-gauche et pour le Marché : le capitalisme ne leur fait plus peur ! Cependant les questions écologiques ont été la seconde motivation du vote après le pouvoir d'achat.

La gauche totalise 18,3% sur quatre listes différentes. Cet éparpillement n'a pas aidé les salariés et les retraités à rendre leur vote efficace en lien avec leurs exigences revendicatives. La FI et le Pcf sont en recul. Les premiers n'ont pas bénéficié de la vague des gilets jaunes et de la dynamique présidentielle comme ils l'escomptaient ; les seconds ont subi les effets de leur effacement par les médias et le résultat les prive d'élus à l'Europe alors que les sortants avaient fait un travail remarquable contre le CETA, la question des transports, des services publics ou de l'énergie. Nous perdons des relais de notre activité syndicale avec l'affaiblissement du groupe des gauches européen, GUE-NGL, qui sont passés de 52 à 39 élus.

La grande inconnue du scrutin était l'effet « Gilets jaunes ». Les deux listes qui se présentaient sous cette étiquette n'ont pas atteint 1% à elles deux. Ceci démontre que la seule accapuration des médias pendant neuf mois ne se traduit pas forcément par un vote politique. Cela démontre aussi

l'instrumentalisation qui en a été faite par Macron et le gouvernement qui en ont tiré profit avec le RN.

Il apparaît de plus en plus clairement que la « nouvelle » droite c'est le parti de Macron, même Le Point l'annonce en couverture de numéro de cette semaine. Les projets du président annoncent un recul de la démocratie avec la réforme des assemblées, un recul des services public avec en ligne de mire le statut et la casse de la solidarité au niveau de la protection sociale avec la réforme des retraites. Les privatisations sont aussi à l'ordre du jour avec les aéroports, Engie, la française des jeux, ...EDF ?

Le bilan des élections européennes et les projets du gouvernement peuvent sembler décourageants. Mais n'oublions pas que la moitié des électeurs se sont abstenus, que la colère contre la politique du gouvernement existe même si elle s'est surtout manifestée cette fois ci à travers le vote RN.

Nous devons donc démontrer l'impasse que représente le « duel Macron Le Pen » qui se nourrissent l'un l'autre et conduit au pire. Nous avons besoin de regagner de la conscience de classe, celle qui mettra les salariés et retraités dans la rue pour exiger leurs droits et les éloignera des 2 choix dans lesquels les gouvernants veulent les enfermer : le libéralisme ou un certain « nationalisme » de triste mémoire.



Dernière manif à Pau en février



Congrès Confédéral



Le 52eme congrès confédéral de la CGT s'est déroulé du 13 au 17 mai 2019 à Dijon.

Les défis à relever par la CGT peuvent se résumer à 3 questions :

1 -La représentativité et la syndicalisation avec une CGT fragilisée sur ses bases. Dans les grandes entreprises où nous sommes le mieux implantés, l'augmentation du nombre d'ingénieurs, cadres et techniciens exige une prise en compte de leurs aspirations spécifiques. L'exécution est renvoyée à la sous-traitance, à la précarité, aux petites entreprises dans laquelle la CGT est moins présente.

2 -Le second défi est celui de la mobilisation. Le mouvement des gilets jaunes qui s'est développé en dehors de nos rangs mets en lumière nos déserts syndicaux chez les employés et les précaires. En même temps le gouvernement met en scène ses passages en force et c'est la question de l'efficacité syndicale qui est posée.

3- Enfin le troisième défi : nous sommes interpellés par l'accélération des transformations du monde du travail et de la société avec la révolution numérique, les enjeux environnementaux et l'arrivée de nouvelles générations.



Les aspirations démocratiques sont centrales et méfiance de tout ce qui vient d'en haut n'épargne pas la Cgt.

Le congrès a permis de progresser sur ces trois points. D'abord la lucidité avec l'affirmation sans détour de nos difficultés électorale et de syndicalisation. Le document d'orientation prend des décisions concrètes et volontaristes comme développer notre syndicalisme spécifique. La décision est prise aussi de traiter davantage les questions environnementales et de les articuler avec les enjeux sociaux et industriels en intégrant la révolution numérique. Il s'agit d'un point d'appui fort pour montrer notre Cgt comme un syndicalisme d'avenir, notamment auprès des jeunes. Enfin la question de l'égalité femme-homme est très présente dans le document et pas seulement : pour la première fois les femmes étaient bien représentées au congrès, presque à parité et on a pu les entendre.

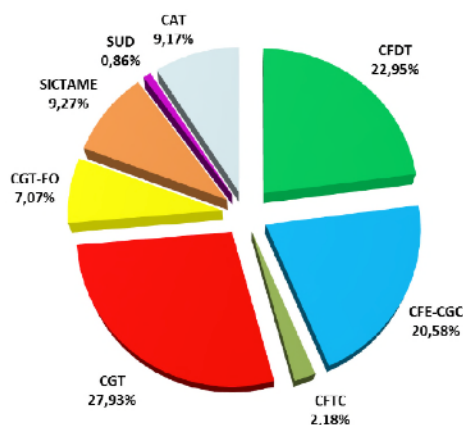
Les médias n'ont voulu retenir que les débats animés sur les questions d'affiliations internationales. Mais l'essentiel est bien de construire les chemins qui feront la Cgt plus forte pour mieux mobiliser afin de vaincre les projets régressifs du libéralisme.

Représentativité : la CGT premier syndicat du groupe Total

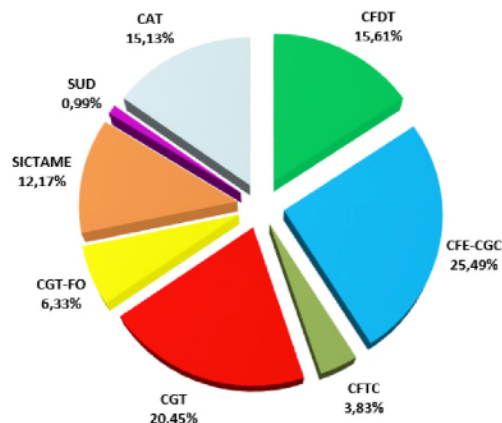
Les élections de fin 2018 ont mis en place la nouvelle représentation du Comité Social Economique (CSE) qui remplace les CE, DP et CHSCT. Au niveau Groupe, la CGT repasse largement en tête devant la CFDT avec près de 28 % des voix. Au niveau Amont Aval (périmètre de la

CREA) la CGT reste au-dessus de 20 %; Au niveau UES amont (ex EP) il manque quelques voix pour obtenir le seuil de représentativité de 10 %. Pourtant à Pau où les cadres représentent les 2/3 du personnel la CGT reste forte avec plus de 20 %.

Niveau Groupe



Niveau Amont-Aval



Dans le cadre du plan gouvernemental du « 100 % santé », des négociations sur la complémentaire santé ont eu lieu en début d'année entre OS représentatives et la DRS du groupe.

Un nouvel avenant au protocole complémentaire santé a été proposé à la signature des participants, lequel s'est traduit par la mise en place de nouvelles grilles de garantie au 01/04/2019.

L'appréciation sur le contenu et l'aboutissement de ces négociations ne pouvait pas être mieux exprimé à leur issue que par le courriel adressé par Éric SELLINI, coordinateur CGT du groupe TOTAL, à l'ensemble de nos syndicats :

Chers Camarades

La séquence de négociation sur l'évolution des grilles de prestations de notre mutuelle s'est achevée le 20 février.

Les objectifs de cette négociation étaient multiples :

Mettre à niveau nos grilles compte tenu des évolutions réglementaires appelées « 100% santé » votées dans la loi de finance de la sécu 2019.

Statuer sur l'utilisation des réserves constituées depuis 2013

Durant les trois réunions la CGT a défendu deux positions principales :

- Utiliser les réserves afin d'améliorer les prestations sans augmentation de cotisations*
- Augmenter la participation patronale sur la cotisation des retraités*

Autant sur la première revendication d'autres OS nous ont soutenu, autant sur la deuxième nous étions les seuls. La direction a donc vite fait de l'écartier.

L'avenant proposé aujourd'hui à la signature amène de nombreuses évolutions positives pour les salariés et retraités.

Tout d'abord, la garantie d'une stabilité des cotisations jusqu'en 2023, avec une clause de revoyure en 2021 pour voir si des adaptations de grille ou de niveau de remboursement sont à faire, compte tenu du 100% santé sur lequel on a aucun recul à l'heure actuelle.

Concernant les prestations en plus de l'application des mesures « 100% santé », les prestations suivantes sont améliorées :

- Orthodontie non remboursée par la sécu : meilleure prise en charge de la mutuelle*
- Meilleur remboursement des implants*
- Meilleur remboursement des dépassements d'honoraires des spécialistes*
- Meilleur remboursement de l'hospitalisation*
- Meilleur remboursement de la chambre individuelle (sauf pour DAIF Sérénité)*
- Meilleure prise en charge de la chirurgie réfractive*
- Remboursement plafonné des autotests*
- Amélioration du remboursement du matériel en cas de handicap*

La direction a refusé l'amélioration de la prise en charge de l'hôtellerie en cure thermale

Un groupe de travail va être constitué pour proposer des prestations d'aide aux aidants.

Un N° spécial Mutuelle vous parviendra bientôt.

Un N° de référence, à conserver, qui retrace

l'historique de notre complémentaire santé et les évolutions actuelles.

CREA : la Direction veut externaliser la gestion administrative

Ce dernier Conseil d'Administration auquel je participais, après 18 ans de présence, (étant frappé par la limite d'âge), a été houleux dans la mesure où la Direction a dû répondre à notre mécontentement à la suite de l'annonce de l'externalisation de la gestion administrative de la CREA. Nous avons proposé en préparatoire une motion (voir ci-contre) que les autres syndicats ont accepté sans problème. La Direction a refusé de se prononcer sur cette motion au motif qu'elle n'était pas à l'ordre du jour. Il s'en est suivi une série d'affrontements où nous avons dénoncé une décision dogmatique, une forme de fanatisme libéral que rien ne justifiait au vu des enjeux de cette opération. Finalement, cette motion sera discutée le 24 juin en séance exceptionnelle avant la Cion Paritaire de la CREA qui se tient tous les ans.

Désormais ce sont Patric Mauboules qui sera titulaire et Pascale Forgues suppléante.

Michel Aguer Administrateur sortant

Motion présentée par les administrateurs représentants les participants

L'externalisation de la gestion administrative de l'IG CREA est envisagée par la Direction de Total. Cela va constituer un changement profond du fonctionnement de notre caisse. La gestion actuelle réalisée dans l'entreprise par du personnel Total donne entière satisfaction. Quel est donc l'intérêt de cette opération. Nous n'y voyons que des inconvénients. Que ce soit au niveau social, au niveau technique, de la proximité et de l'information du Conseil et des allocataires. Nous considérons que cette opération va à l'encontre de l'intérêt de notre institution et de ses bénéficiaires.

L'art 10 des statuts de l'IG CREA précise : Le Conseil d'Administration prend, notamment toutes décisions relatives à la gestion de l'institution....

C'est dans ce cadre que nous formulons un avis négatif à cette opération et demandons que le Conseil d'Administration se prononce sur ce projet.
A Paris le 22 mai 2019

1999-2019

20 ans déjà d'un formidable conflit victorieux

En novembre 1998, le PDG d'Elf, Ph. Jaffré, prétextant une baisse du baril à 10 \$, annonce un plan « performance », visant à « redimensionner la société » et « reconcevoir » son fonctionnement. Leur verdict est un classique. Trop nombreux, trop chers, non compétitifs, inadaptés... Le PDG d'Elf EP JL Vermeulen parle d'externalisations massives dans les activités supports. C'est un choc énorme dans l'entreprise. La CGT, dans l'unité mobilise le personnel. L'emploi, le statut, les garanties collectives sont menacés.

Pendant trois mois, le personnel va mener une véritable guérilla sociale avec grèves, AG et manifestations à Pau et Paris. Les élus locaux et la population sont alertés devant la menace de perdre 1000 emplois à Pau. Début 1999, le plan se précise avec 1600 suppressions d'emplois dont 800 externalisations-licenciements. En mars 1999, Jaffré annonce cyniquement devant les financiers de la City qu'il veut supprimer 2000 emplois dans l'EP pour doubler la rentabilité de l'action. Ce sont les premiers licenciements boursiers. Cela fait l'effet d'une bombe dans l'entreprise et la région. Le 12 avril, la grève reconductible est votée au CSTJF par plus de 1000 grévistes avec occupation du bâtiment informatique, l'Alpha. A Paris également la grève est votée. Les travailleurs de Lacq votent également la grève 4 jours après.

Le 17 avril, sous la pluie, 12 000 personnes manifestent à Pau contre le plan Jaffré. L'occupation de l'Alpha s'organise. Elle va durer 106 jours. L'entreprise est paralysée. La Direction va jouer le pourrissement avec de pseudo négociations qui vont durer des semaines. Les

grévistes votent chaque jour en AG la reconduction du mouvement. Le 28 mai, l'AG des actionnaires à la Défense tourne court. Devant 1000 grévistes-actionnaires, Jaffré suspend l'AG au bout de trois minutes. Durant toutes ces semaines, les grévistes, avec une imagination sans borne

ont mené des actions dans l'entreprise et à l'extérieur permettant de maintenir la pression sur la Direction. La mobilisation des élus locaux et de la population a été remarquable tout au long du conflit.

Le 5 juillet, Jaffré apprend que Total lance une OPE sur Elf. Il va tout tenter, en vain, pour sauver sa tête. L'espoir renaît chez les grévistes. Jaffré est coincé. Il a le feu dedans et dehors. Le samedi 24 juillet, Thébault, l'exécuteur de Jaffré convoque les syndicats aux Allées pour proposer une issue au conflit. En fait il annonce le retrait complet du plan. Une capitulation sans condition sur toute la ligne, avec le paiement des jours de grève que nous avons exigé dans le protocole, compte tenu qu'il l'avait proposé 8 jours avant à 2 syndicats pour qu'ils acceptent le plan à peine modifié. Le lundi 26 juillet c'est l'explosion de joie avec cette victoire inespérée et 1000 grévistes qui votent la fin de la grève.

1999
9 mois de luttes, 106 jours de grève avec occupation
contre le plan Jaffré de 1800 suppressions d'emplois
dont 800 licenciements « externalisations »
Une victoire totale, unique, précieuse

Exposition
Rencontre avec les acteurs
de cette lutte mémorable

du 25 au 28 juin 2019

Rien n'est jamais perdu d'avance fut la conclusion de ce formidable conflit.

A l'occasion des 20 ans de ce conflit, le CE de Pau organise du 25 au 28 juin une exposition qui retrace cette grève unique.

Les retraités Elf peuvent venir la visiter de 12h15 à 14 h. Il suffit de se présenter à l'accueil du CSTJF avec sa carte d'identité et d'annoncer que l'on va au CE. Une navette vous y conduira.

LSR
elle sert au LIEN SOCIAL
elle sert à la continuité syndicale
SERVEZ-VOUS-EN!

CARNET

Au cours de l'année 2018 nous avons eu la tristesse de perdre 4 adhérents du syndicat :

VERSAILLES Amélie,
LOUSTAUNAU LARRUE Jules
HUMBLOT Gaston,
LABOURDETTE René